

# Au Soudan, le viol est une « tactique de guerre »

SOUDAN, UNE GUERRE TOTALE 4/5 Commises par les deux camps, les violences contre les femmes se multiplient

## REPORTAGE

KHARTOUM - envoyé spécial

Elles se tiennent en rang serré, enveloppées d'abayas noires et de foulards émeraude. Un drapeau soudanais à moitié déchiré flotte au-dessus de leurs têtes, dans la cour d'une école primaire pour filles reconstruite en centre d'entraînement pour aspirantes soldates. Sur la terre battue du camp de Hay El-Shati, à Omdourman, une centaine de femmes apprennent la discipline militaire, le maniement des armes, le karaté et le tir.

Cinq fois par semaine, trois heures par jour, elles s'entraînent sous la supervision d'officiers retraités ayant repris du service avec la guerre qui déchire le Soudan depuis le 15 avril 2023. Celle-ci oppose les forces armées du Soudan (FAS), dirigées par le général Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane, et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), du général Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemetti ». A travers les zones contrôlées par l'armée régulière, des dizaines de centres de formation de ce genre ont vu le jour et des milliers de recrues féminines, appelées « mustanfèerat », ont répondu à l'appel.

« J'espère qu'ils vont m'envoyer en première ligne. Je suis prête à donner mon âme pour la patrie », lance avec un regard de défi Rana Othman, une ancienne enseignante de 42 ans. En réalité, les chances que ces femmes rejoignent le champ de bataille sont infimes. A l'issue de leur formation, elles ne seront pas armées. Au mieux, certaines peuvent espérer rejoindre l'administration militaire comme officières de communication ou infirmières.

Dans la cour d'école, le régiment, composé de femmes âgées de 18 à 60 ans, entonne en chœur l'hymne national. Pour la plupart d'entre elles, ces entraînements représentent surtout un moyen de se protéger. « On apprend à se défendre. On gagne en confiance en soi, et puis on se retrouve entre sœurs au moment où les Soudanaises subissent un enfer », explique Riham El-Hadi, l'une des benjamines. « Nous sommes devenues des cibles. Nous ne voulons plus vivre dans la peur », poursuit cette lycéenne de 18 ans, mascara et gloss sur les lèvres.

Elles sont unanimes : la guerre qui dure depuis dix-huit mois les

## LE CONTEXTE

Depuis le 15 avril 2023, les affrontements entre les forces armées du Soudan du général Al-Bourhane et les milices paramilitaires du général « Hemetti », pourraient avoir fait plus de 150 000 victimes civiles. Refusant toute tentative de médiation internationale, les deux armées ont fait le choix d'une victoire militaire totale sur leur adversaire. Au fil des mois, le conflit s'est propagé dans la plupart des régions du troisième plus grand pays d'Afrique, entraînant dans son sillage une multitude de groupes armés et des dizaines de milliers de civils engagés de gré ou de force. Les envoyés spéciaux du Monde Elliott Brachet et Abdulmonam Eassa ont sillonné pendant dix-sept jours le Soudan dans la partie contrôlée par l'armée. Ils livrent une série de reportages dans un pays où les espoirs de changement portés par la révolution qui a chassé le dictateur Omar Al-Bachir en 2019 ont été pulvérisés par la guerre, causant ce qui est désormais considéré comme la plus grave crise humanitaire au monde.

fait se sentir plus vulnérables que jamais face à une explosion des violences sexistes et sexuelles commises par les deux camps. Les cas de harcèlement, de viols (parfois collectifs), de mariages forcés, d'enlèvements, d'esclavage sexuel et autres sévices se multiplient. Dans un rapport publié le 23 octobre par des experts des Nations unies, les FSR sont tenues responsables de la plupart des exactions.

Sous les applaudissements de ses camarades, une jeune femme chaussée de baskets « Love » démonte et remonte une kalachnikov en à peine une minute trente. A Hay El-Shati, elles sont des dizaines à avoir fui les quartiers contrôlés par les FSR. « Nous avons tout vu. Nos sœurs ont été battues. Des femmes de tous âges ont été violées, enlevées. D'autres se sont suicidées », relate Rahma Hamid, étudiante de 25 ans qui vivait à Ombada, à l'ouest de Khartoum, sous le joug des forces paramilitaires.

Au moment d'évoquer les exactions dont elles ont été témoins, chacune prend pour exemple une sœur, une voisine ou une femme du quartier. « La plupart d'entre elles n'osent pas dire qu'elles ont vécu directement ces violences », explique Sulaima Ishaq, la directrice de l'Unité de lutte contre les violences faites aux femmes, qui dépend du ministère du développement social. En dix-huit mois, ses équipes ont recensé officiellement 279 viols à travers le pays et plus de 500 femmes disparues. « C'est une infime part de la réalité. La pointe émergée de l'iceberg. A peine 2 % des cas sont déclarés », regrette Sulaima Ishaq, qui pense que les victimes se comptent en dizaines, peut-être en centaines de milliers.

### Des décennies d'impunité

Une chape de plomb recouvre ces violences. Au-delà du traumatisme, pour ces femmes, le viol est un tabou à ne surtout pas ébruiter. Un fardeau que la plupart doivent porter seules. Dans une société conservatrice, il jette l'opprobre et le déshonneur sur les familles, les clans, les tribus.

Le 21 janvier, à son arrivée au cabinet médical, Fatima (un nom d'emprunt) avait perdu l'usage de la parole. Elle est restée murée dans le silence pendant qu'un médecin généraliste auscultait son corps meurtri d'ecchymoses. « Elle ne disait rien. Il y avait quelque chose d'anormal. Alors ils m'ont appelée », se souvient Azza Youssef,

l'une des psychologues du cabinet. Peu à peu, la femme de 28 ans a fini par livrer son récit.

Le 14 janvier, sur le coup de minuit, trois miliciens des FSR font irruption à son domicile. Ils sont en colère. Un de leurs camarades a été tué plus tôt par un tireur à moto. Ils cherchent l'un des oncles de Fatima, un douanier qu'ils accusent de collaborer avec l'armée. Il n'est pas là, alors les paramilitaires embarquent Fatima et un autre de ses oncles vers une maison isolée. Sur le toit de la bâtisse, ils torturent l'homme à coups de barres de fer et de seaux d'eau glacée, lui brisant des vertèbres. Fatima est traînée dans les escaliers jusqu'au deuxième étage. « Dans une chambre obscure qui sentait le sang, les trois soldats m'ont violée à tour de rôle », dit-elle en se tenant les coudes, repliée sur elle-même.

Une fois leur crime achevé, l'un des violeurs propose d'exécuter les deux otages. Le plus gradé en décide autrement. « Il m'a dit qu'on aurait la vie sauve si j'acceptais de partir avec lui. Il voulait m'emmener à Nyala [au Darfour]. Après le viol, il considérait que j'étais à lui, que j'étais devenue sa chose, qu'il pouvait faire de moi ce qu'il voulait », raconte Fatima.

Sous la menace, elle accepte et est accompagnée chez elle avec son oncle. Elle doit préparer ses affaires pour un départ prévu à l'aube. Mais, deux heures avant le rendez-vous, Fatima et son oncle

s'échappent dans la nuit, rampent dans les ruelles jusqu'à la maison d'une parente. Ils s'y cachent pendant une semaine puis fuient en voiture. Au barrage, ils prétendent être en route pour l'Egypte, avant de s'extirper jusqu'aux zones contrôlées par l'armée à Omdourman.

Le drame de Fatima n'est connu que de ses parents, de son oncle, de sa tante et de la docteure Azza Youssef. Quand son mari l'a appris, il a immédiatement voulu la répudier. Puis, après quelques mois, il est revenu sur sa décision, à condition que Fatima jure de ne rien dire à personne – surtout pas à sa belle-famille. « Les viols commis par les FSR sont une tactique de guerre », explique Azza Youssef. La femme devient un moyen de s'attaquer à une communauté, de la détruire de l'intérieur. Surtout, ces violences visent finalement les hommes, les adversaires, elles servent à les briser dans ce qu'ils ont d'intime, dans leur masculinité. »

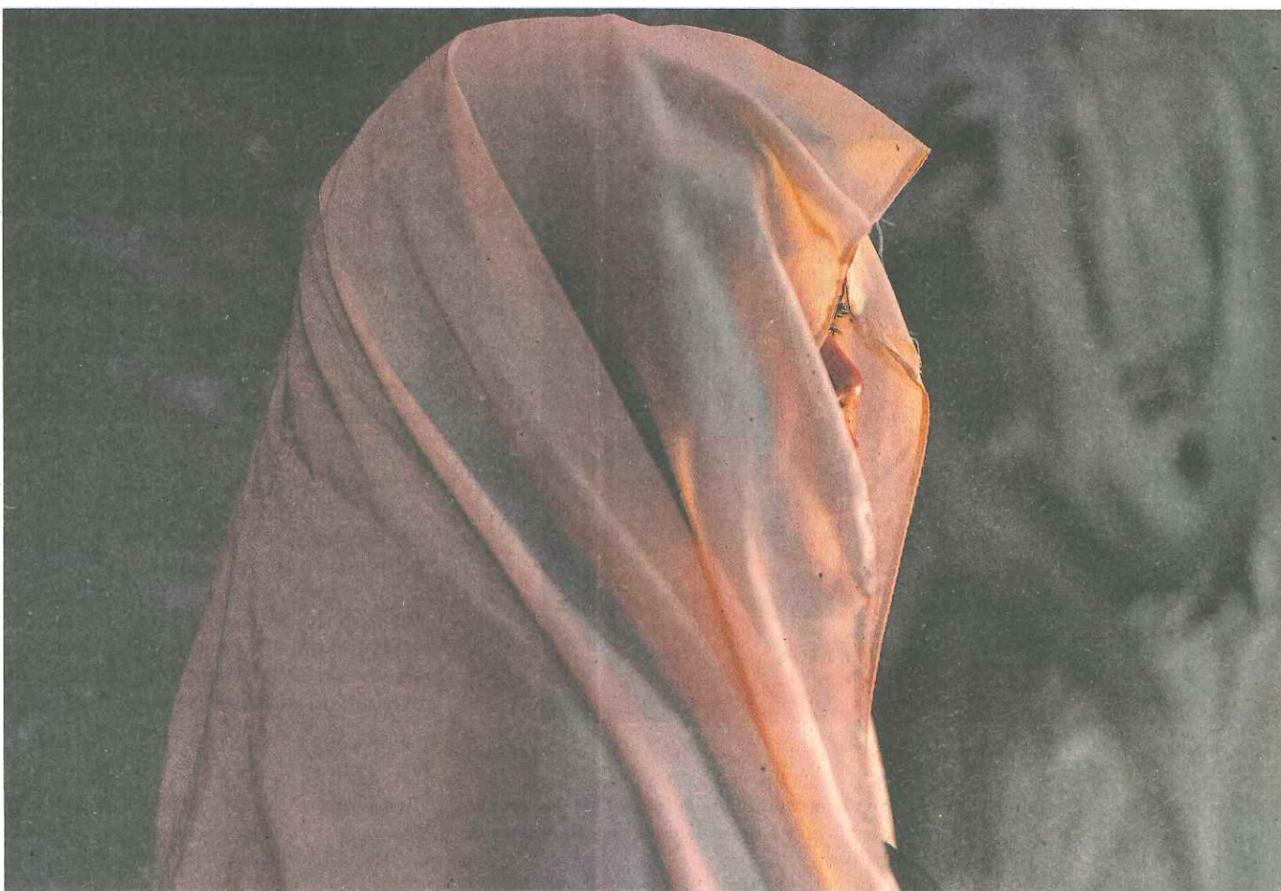
Le corps des femmes est devenu un champ de bataille. Des munitions que les soldats usent et abandonnent au milieu des combats. En toile de fond, les Soudanaises pâtissent de décennies d'impunité, notamment concernant les violences sexuelles massives commises au Darfour au début des années 2000.

« Pour résumer, les janjawids ont importé la guerre du Darfour jusqu'à Khartoum », accuse Azza

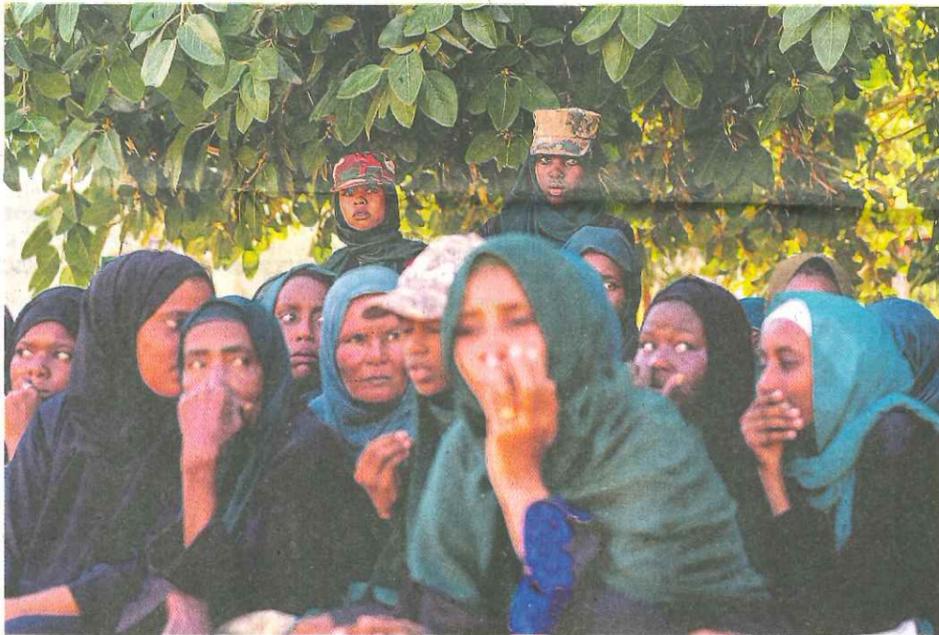
Youssef. Principalement issues des tribus arabes nomades de l'ouest du Soudan, les milices janjawids ont participé au côté de l'armée au génocide au Darfour à partir de 2003. Elles ont ensuite servi de vivier de recrutement pour les FSR, formées en 2013 par l'ancien président Omar Al-Bachir pour lui servir de garde prétorienne, avec à leur tête le général « Hemetti ». Au cours de ce conflit qui a fait plus de 300 000 morts, le viol a été utilisé comme arme de guerre contre les communautés non arabes de la région. Vingt ans plus tard, avec la guerre entre les deux armées du Soudan, les milices du Darfour ont été massivement déployées sur toutes les lignes de front, reproduisant à travers le pays leur campagne d'humiliation.

### Marchés aux esclaves sexuelles

Membre de l'association Beit Al-Mahaba, Azza Youssef a contribué à organiser plusieurs opérations d'évacuation pour extraire des victimes des griffes de leurs bourreaux. Une fois mises en lieu sûr, elles reçoivent des kits d'hygiène, des contraceptifs, un suivi médical et psychologique, ainsi qu'une assistance juridique pour celles qui osent parler. Ces bénévoles organisent des réunions secrètes où les femmes peuvent prendre la parole sans présence masculine. « Le pays a besoin d'une campagne à grande échelle de soutien psychologique.



Fatima (son nom a été changé) a été violée par trois miliciens. A Omdourman, le 2 novembre. PHOTOS ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »



Au camp de Hay El-Shati, à Omdourman, les volontaires suivent un entraînement militaire.

« Ces violences visent finalement les hommes, elles servent à les briser dans ce qu'ils ont d'intime, dans leur masculinité »

AZZA YOUSSEF  
médecin

Des générations de Soudanaises ont été durablement brisées », s'inquiète Suraya Abderrahman, présidente de l'association.

Dans cette petite structure associative, les témoignages de violences se succèdent. A Bahri, au nord de Khartoum, plus de 300 femmes auraient été détenues dans un seul bâtiment, régulièrement violées par des soldats des FSR. Ailleurs dans le pays, de multiples sources indiquent l'existence de marchés aux esclaves sexuelles. « Les FSR ont emmené de force des centaines de femmes, souvent jusqu'au Darfour, où elles sont vendues comme de la marchandise, chacune à un prix différent, assure Suraya Abderrahman. L'exploitation des femmes est endémique. En plus des violences, il y a la faim et le déplacement forcé. Tout cela les rend vulnérables face à des hommes armés qui en profitent. »

Les FAS ne sont pas exemptes de violences de caractère sexuel. Des dizaines de cas ont été recensés. « Ma fille de 15 ans a été enlevée pendant quarante-huit heures par des recrues de l'armée régulière qui l'ont agressée », raconte une femme qui souhaite l'anonymat. Lorsqu'elle est allée se plaindre aux autorités, elle a reçu une fin de non-recevoir. « Elles ne s'intéressent pas à ces cas de violence pour épaissir le dossier des violations des FSR. Ce sont les soldats qui sont acceptés », regrette Suraya Abderrahman.

Pour les plus de 23 millions de Soudanaises, la révolution a évincé le régime islamiste d'Omar Al-Bachir, en 2019, paraissant lointain souvenir. Les femmes avaient joué un rôle de premier plan dans le soulèvement, alors que s'entreouvrait une fenêtre d'espoir. Mais les principes d'égalité politique et de justice légale sont restés lettre morte. Le coup d'Etat militaire en 2021 et le retour des islamistes à la porte dérobée ont étouffé leurs revendications de fin de la guerre.

« Cette guerre est une guerre d'hommes. Dans ce pays, pas d'arme, tu n'as pas de voix », explique Sabrine Hassan, devenue vendeuse de légumes nommée « settat chames qui exerce cet métier, en temps de paix, elle était à l'ombre des arbres qui ombrageaient la capitale. Quand la guerre a éclaté, elles ont continué à travailler chaque jour leur attitude dans les combats mais ont été délaissées de part et d'autre, de la même manière qu'avec l'ennemi. « C'est une guerre contre les femmes. Les hommes déchirent pour le pouvoir, les femmes sont oubliées », dénonce Aham, qui a donné son échoppe à un quartier dévasté par les combats. Depuis, elle s'est engagée dans la lutte. « Quand j'aurai fini l'entraînement, je m'achèterai un pistolet et je le garderai dans mon sac à dos », dit-elle.

ELLIOTT

Prochain article Les enfants perdus de la révolution.

Le Monde.Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de